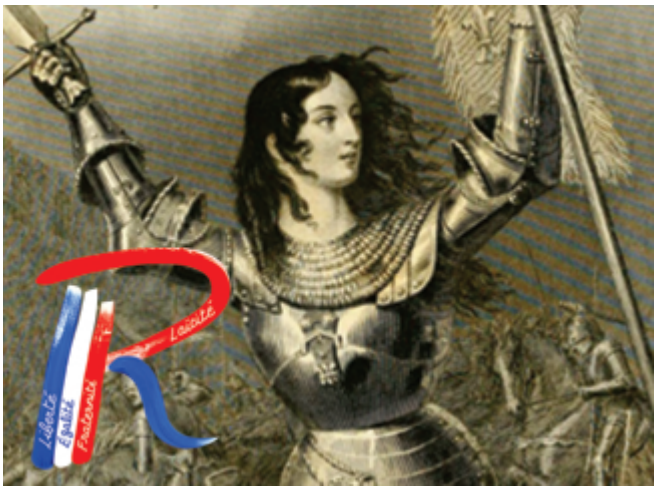
L’annulation du référendum d’Allex : le vrai visage de la dictature socialiste

écrit par Pierre Cassen et Christine Tasin | 1 octobre 2016



Communiqué de Résistance républicaine et Riposte Laïque

L’annulation du référendum d’Allex : le vrai visage de la dictature socialiste

Plus le temps passe, plus les masques tombent. Ce qui se passe autour de la petite ville de la Drôme Allex illustre, mieux que de longs discours, les méthodes du ministre de l’Intérieur et de son préfet Spitz, dans ce département, mais aussi dans toute la France.

Bernard Cazeneuve, après sa huitième visité à Calais, a donné l’ordre à ses préfets, qu’il transforme en commissaires politiques socialistes, d’installer par tous les moyens possible, en contournant les maires, les 12.000 clandestins de « la jungle » et de la Région parisienne, qui ne sont présents sur le territoire français que par la soumission complice de ce régime.

Le 5 septembre, très arrogant, Bernard Spitz explique à la population que cette petite ville de 2.500 habitants devra

accueillir, dans le château de Pargaud, pas moins de 90 clandestins, venus de la jungle de Calais. Il explique qu'il n'y a rien à discuter, et que c'est comme cela.

Sonné, la population se révolte, et exprime son mécontentement et son refus. Le maire, Gérard Crozier, voulant calmer les esprits, promet à sa population de la consulter par référendum, suscitant l'hostilité des élus de gauche et du Préfet.

Celui-ci, avec une morgue insupportable, commencera par imposer, une semaine avant la tenue du référendum, la présence de onze clandestins, s'arrangeant pour qu'il ait femmes et enfants, une image bien éloignée de la réalité de Calais.

Ne se contentant pas de ce premier camouflet infligé au maire et à sa population, il assignera, ensuite, le premier magistrat de la ville devant le tribunal administratif, qui osera, avec des arguments plus que discutables, déclarer illégal ce référendum. Le Préfet menaçant, suite à cette décision, le maire d'entrer dans l'illégalité s'il maintenait son initiative, Gérard Crozier a décidé, la mort dans l'âme, d'annuler la consultation populaire qui était prévue.

Comment mieux illustrer la véritable dictature socialiste qui se met en place, sous la houlette de ce gouvernement, avec les préfets dans le rôle d'exécutants des basses œuvres, contre des populations qui, dans leur immense majorité, comme on l'a vu à Forges-les-Bains, refusent l'invasion migratoire que ce régime veut leur imposer avec la complicité des maires de gauche et des associations immigrationnistes gavées de subventions.

Demain, à Louveciennes, une semaine après Versailles, par milliers, les franciliens manifesteront contre la politique criminelle de ce gouvernement. Dans la semaine qui vient, dans le cadre de la Quinzaine « Sauvons notre pays » que nous avons impulsée, des manifestations et initiatives militantes se

dérouleront à Bordeaux, Calais, Cahors, Pontivy, et se termineront pas une grande manifestation de rue, à Montpellier, à l'appel de la Ligue du Midi, avec notamment le Général Piquemal et l'écrivain Renaud Camus.

Le vrai peuple, ce sont ces Français qui refusent le coup d'Etat migratoire et le putsch de Cazeneuve et ses préfets.

Le vrai démocrate, c'est Viktor Orban, qualifié de populiste d'extrême droite par la caste politico-médiatique, qui consultera demain sa population, sur la répartition des clandestins que l'Union européenne veut imposer aux 27 pays de l'Union européenne.

A Budapest, on pourra voter, à Allex, cela est interdit.

La véritable dictature est en France, pas en Hongrie !

Christine Tasin, Présidente de Résistance républicaine et Pierre Cassen, Fondateur de Riposte laïque